

La CEPGL en difficulté attend les contributions des membres

@rib News, 03/04/2018 – Source Xinhua Le secrétaire exécutif permanent de la Communauté Economique des Pays des Grands Lacs (CEPGL), Herman Tuyaga, a fait mardi des propositions concrètes pour redonner du tonus à cet ensemble sous-régional qui regroupe le Burundi, le Rwanda et la République Démocratique du Congo, aujourd'hui en difficultés.

"Il faut que les Etats membres contribuent parce que les contributions constituent un investissement car vous ne pouvez pas attendre un retour à un investissement que vous n'avez pas réalisé. Il faut aussi que les chefs d'Etat se réunissent en sommet et que le Conseil des Ministres tienne ses assises", a proposé Herman Tuyaga en marge d'un atelier organisé par la CEPGL à Bujumbura la capitale burundaise. La CEPGL a été créée en 1976 et depuis, il y a eu beaucoup de réalisations jusqu'en 1990, année où la Communauté a commencé à connaître beaucoup de difficultés liées aux conflits armés dans les trois pays membres. Le secrétaire exécutif permanent a cité entre difficultés la non tenue des sommets des chefs d'Etat depuis 2007 alors qu'ils doivent se réunir une fois par an en sommet ordinaire et autant de fois que de besoin en sommets extraordinaires. Il a cité aussi la non tenue des sessions du Conseil des ministres depuis 2014. "C'est un handicap pour la Communauté quand deux organes au sommet ne se réunissent pas malgré la relance de cette Communauté en 2007", a souligné Herman Tuyaga. "Ce que l'on constate depuis un certain moment, c'est qu'il y a une méfiance qui s'installe, qui fait que ces hautes autorités ne se rencontrent pas, alors que chaque fois que les chefs d'Etat se rencontrent ou que le Conseil des ministres se tient, c'est une occasion d'échanger sur toutes les questions et de prendre des décisions", a-t-il affirmé. Il a ajouté une autre difficulté liée aux contributions regrettant que les Etats membres ne contribuent plus, ce qui handicape le fonctionnement normal de cette Communauté et de ses organes. "Dire que nous travaillons réellement, ce serait trop dire ; nous fonctionnons difficilement. C'est pourquoi, nous disons qu'il y a eu urgence que les chefs d'Etat se réunissent et que le Conseil des ministres prenne ses assises parce qu'il y a beaucoup de choses qui les attendent". Il a souligné entre autres des accords révisés actualisés qu'ils doivent signer pour revigorer la Communauté et lui donner du nouveau tonus et des projets à mettre en œuvre, ce qui, a-t-il dit, "demande une mobilisation des fonds". Or, a poursuivi H.Tuyaga, "cette mobilisation ne peut se faire que quand la Communauté fonctionne car aucune institution financière internationale ne peut lui faire confiance à partir du moment que ses organes ne fonctionnent pas".

(adsbygoogle = window.adsbygoogle || []).push({});